

Juste Terre !

n° 156 - Janvier 2019

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Entre crises politico-sociales à répétition nourries du populisme le plus détestable et situation climatique et écologique de plus en plus désespérante, il peut sembler audacieux d'espérer que l'année 2019 apportera des éclaircies dans un ciel maussade. C'est pourtant parce que nous croyons en l'avenir que, cette année comme les précédentes, nous mettrons toute notre énergie dans des causes et des actions visant à faire tourner la Terre plus juste.



Édito

Des petits pas de géant

Fin de mois ou fin du monde. Résumée de la sorte, l'actualité explosive de la fin de l'année 2018 (crise des gilets jaunes, crise gouvernementale sur le Pacte migratoire en Belgique, impressionnante mobilisation populaire en faveur du climat non suivie de réaction politique) peut paraître caricaturale. Pourtant, le raccourci n'est pas si idiot - opposer les deux préoccupations le serait plus. Car, au fond, cri social désespéré ou inquiétude devant les questions posées à long terme par les mouvements migratoires ou le réchauffement climatique, tout cela est lié par une angoisse du lendemain.

On ne peut nier les inquiétudes que ces événements traduisent de la part de nos concitoyens. Dans les pays du sud, la tentation populiste n'est pas moins forte, comme le montrent des pays où est présente Entraide et Fraternité (Brésil, Philippines, Inde). Souvent, dans les pays de nos partenaires comme ailleurs (Etats-Unis, Israël), ces populistes reçoivent le soutien d'Églises évangéliques de plus en plus puissantes, avec leurs discours simples et faciles à relayer sur les réseaux sociaux, avec leurs positions sans nuances, avec leurs « fake news ».

Ce défi vient s'ajouter à ceux déjà énormes (climat, pauvreté, migration...) auxquels nous faisons face. Les réponses simplistes ne sont assurément pas la meilleure façon d'y répondre - mais les solutions sont parfois simples. À Entraide et Fraternité, nous pensons que c'est aux causes qu'il faut s'attaquer et non aux conséquences. Et que c'est aux initiatives à la base qu'il faut apporter du soutien. Un exemple ? Le raccordement des communautés rurales burundaises aux sources d'eau potable. En cette année du 50^e anniversaire du premier pas de l'homme sur la Lune, on aurait envie de paraphraser Neil Armstrong pour dire que de petits pas de l'homme peuvent, au bout du compte, être des pas de géant pour l'humanité !



■ **Jean-François Lauwens**
chargé de communication

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**

Au Burundi, des sources d'eau comme autant de sources de vie

L'OAP s'attelle à un projet capital : l'aménagement de 15 sources d'eau potable dans la province de Rumonge. Aujourd'hui, sans eau potable, la mortalité infantile est insupportablement importante dans cette région en raison des nombreuses maladies provoquées par l'eau souillée. Mais il y a de nombreuses autres raisons de mettre en oeuvre ce projet.

Que l'on parle en termes d'indicateur du développement humain ou de PIB par habitant, le Burundi est « bon dernier » des différents classements établissant le niveau de qualité de la vie des habitants de la planète. Les partenaires d'Entraide et Fraternité dans ce pays sont au plus près des préoccupations des communautés rurales les plus vulnérables. Et leur tout premier besoin tient en trois lettres : l'eau.

Dans les semaines qui viennent, l'OAP (Organisation d'appui à l'autopromotion) - dont le savoir-faire est reconnu internationalement (lire page 3) - veut lancer avec Entraide et Fraternité un projet de première importance : l'aménagement de 15 sources d'eau potable sur le territoire des communes de Buyengero et Rumonge, dans la province de Rumonge. Ce qui touchera 581 ménages et 3212 personnes pour qui l'accès à l'eau est vital ! En fait de sources d'eau, il s'agit plus précisément de bornes-fontaines permettant l'acheminement des eaux des sources faisant l'objet d'un captage.

Dysenterie, paludisme, choléra, diarrhées, insuffisances...

Ces communautés vivent sur des collines isolées où aucun véhicule ne peut accéder et où le fait d'aller chercher de l'eau à pied est épuisant. Sans parler de l'impact sur la santé. Sur ces collines, parce que les installations sont défectueuses ou n'ont jamais existé, les gens boivent des eaux impropres à la consommation. Ce qui provoque un taux de mortalité infantile (moins de 5 ans) important en raison de ce que l'on appelle les maladies hydriques, à savoir les maladies liées à l'eau, ou transmises par elle, d'une façon ou d'une autre (cho-

léra, dysenterie, paludisme, insuffisances rénales, diarrhées...). Elles sont mortelles et, quand elles ne le sont pas, aggravent les problèmes de malnutrition.

Ce n'est pas la première fois que l'OAP organise ce type d'action. En 2014, dans son autre province d'intervention, le Bujumbura rural, l'organisation dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales avait créé 19 sources d'eau potables pour un bassin d'habitants de 630 ménages soit 5000 personnes.

Les enfants et les femmes fortement mis à contribution

Les résultats attendus de ce projet ne manquent pas :

1. Sur le plan de la santé, l'objectif est de **diminuer considérablement les maladies d'origine hydrique** et le taux de mortalité et de morbidité, essentiellement infantiles, qui en découlent.
2. La réduction des maladies hydriques doit permettre à des communautés vivant de l'agriculture traditionnelle et n'ayant que de faibles revenus d'améliorer l'**impact des soins médicaux** sur leur budget.
3. Une meilleure couverture en sources d'eau (toutes les familles concernées vivront à moins de 500 m d'une source) signifie une distance réduite entre le domicile et les lieux de puisage, ce qui améliore la condition des femmes et des enfants, qui sont souvent ceux qui portent l'eau. En effet, **sur des chemins escarpés, ce sont les femmes et les enfants qui portent sur leur tête sur de longues distances d'énormes bidons d'eau (25 litres !). C'est très dur et, pour les enfants en pleine croissance, cela risque de provoquer des trou-**



Les enfants et les femmes sont souvent amenés à porter

« Grâce aux sources d'eau aménagées, non seulement certains ont participé aux travaux de construction contribuant ainsi à apporter un peu d'argent aux ménages, mais ces sources nous ont permis d'améliorer sensiblement nos conditions d'hygiène par l'usage de l'eau propre et potable. Aussi, avec ces sources, l'eau coule toute l'année et des familles en profitent et pratiquent le jardinage même pendant la saison sèche permettant ainsi à augmenter et diversifier la production agricole. »

Ambroise Nyandwi, bénéficiaire de la construction d'une source

matismes crâniens. À cela s'ajoutent l'attente et les possibles disputes sur les lieux de puisage.

4. L'acheminement de l'eau pour **l'agriculture mais aussi pour d'autres activités génératrices** de revenus ne peut que faire croître la production et les revenus qui en découlent.
5. Des structures locales sont mises en place et leurs membres formés à **la gestion des ressources** (15 comités de proximité de gestion des sources d'eau, deux régies communales aussi).
6. La protection des sources est mise en place, ce qui a des conséquences positives en termes de sécurité, de **pratiques d'hygiène, d'utilisation rationnelle et durable** et de renforcement des capacités des structures locales.

L'efficacité de l'OAP comme sujet d'étude

Une belle reconnaissance pour notre partenaire burundais comme pour... le travail d'Entraide et Fraternité : soutenus par l'UCL et l'université d'Anvers, Aymar Nyenyezi Bisoka et Cécile Giraud ont réalisé une étude¹ sur les expériences emmagasinées depuis 25 ans par l'OAP (Organisation d'appui à l'autopromotion). Un quart de siècle car, contrairement à nombre d'acteurs du secteur qui disparaissent au gré des difficultés, l'OAP a capitalisé sur son expérience et son efficacité alors même qu'elle est née dans un contexte difficile, à savoir 1993, le pire moment de l'histoire de la région, la guerre civile et l'assassinat du président burundais Melchior Ndadaye et, de l'autre côté de la frontière, les prémices du génocide rwandais ! Difficile d'imaginer pire...

Pourtant, de manière extrêmement étonnante vu le contexte et encore plus les précédents dans la région, l'OAP a su traverser toutes ces difficultés, tout en restant efficace (le défi le plus important), comme le montrent, selon les auteurs de l'étude, les évaluations de ses projets, programmes et plans stratégiques.

Il existe cinq raisons pour lesquelles l'OAP garde cette excellence :

1. L'OAP a toujours conservé son indépendance vis-à-vis des acteurs locaux comme des bailleurs de fonds tout en instaurant une relation avec la population locale qui lui donne sa légitimité. Les bailleurs la considèrent comme la plus impactante de la région grâce à cette proximité à laquelle s'ajoutent l'ancrage de terrain, l'autonomie, les résultats.
2. L'OAP a su garder sa neutralité politique dans un contexte complexe où ce n'était pas nécessairement un adjuvant.
3. L'OAP s'est montrée flexible aux évolutions, proposant une articulation entre aide humanitaire et coopération au développement.
4. L'OAP a montré une capacité de résistance aux bailleurs de fonds, dont elle n'a pas accepté systématiquement les injonctions, ce qui a renforcé sa légitimité locale et sa crédibilité à l'extérieur.
5. L'OAP tente de s'adapter et de coopérer avec les bailleurs de fonds en ajustant les principes de développement.

Voilà des leçons apprises qui sonnent comme un fameux encouragement tant pour l'OAP que pour Entraide et Fraternité même si les défis ne manquent pas (maintien des acquis, mutations politiques, diversification des programmes).



des bidons trop lourds pour eux.



L'équipe de l'OAP a su conserver son indépendance, grâce notamment à son ancrage de terrain.



¹ Être efficace dans une province instable : des exigences techniques des bailleurs de fonds à la vision émancipatrice d'une organisation locale. L'Organisation d'appui à l'autopromotion (OAP) au Burundi : apprendre de 25 années d'expérience, juillet 2018 (https://www.entraide.be/IMG/pdf/rapportcapitalisation_oap_2018_resume.pdf)

Dernière chance pour le climat

Entraide et Fraternité se mobilise en faveur du climat. Le 2 décembre dernier, nous étions nombreux aux côtés des 70.000 citoyens mobilisés dans les rues de Bruxelles. Juste après, une dizaine de volontaires d'Entraide et Fraternité nous ont, à l'initiative de la CIDSE, accompagné à la COP24 à Katowice, en Pologne.

Ils sont rentrés à la fois requinqués et désemparés. Requinqués par l'enthousiasme des citoyens, leur détermination, jaugée la veille de leur départ lors de la marche bruxelloise pour le climat, à sauver la planète face au plus important défi de son histoire. Mais désemparés devant l'inertie du politique qui, une fois de plus, a conclu un accord trop peu ambitieux à l'issue de la 24^e conférence internationale des Nations Unies sur le climat. Pour rappel, la Belgique, bloquée par la position de la Flandre, n'a pas rallié le camp des pays à la pointe du combat. Voilà qui explique ce sentiment ambigu, fait d'un immense espoir comme de colère rentrée, qu'expriment tous ceux qui ont fait le trajet de Katowice.

Parmi eux, Robert Henrotte, Marianne Decamp, Laurent Fasztrez, Adélaïde de Carbonnières, Sarah Verriest, Elodie Mero, Charlotte Villatte, les membres de la délégation de volontaires qui ont porté haut les couleurs d'Entraide et Fraternité. Jeunes et vieux, hommes et femmes, de toutes régions, de tous profils professionnels : une véritable mosaïque de citoyens unis par une même préoccupation. Réagir avant qu'il ne soit plus possible de le faire...

Échange d'expériences

Notre petite délégation² n'était pas là pour faire du tourisme. « Nous avons assisté à beaucoup de rencontres, notamment avec des populations directement impactées dans leur quotidien par les changements climatiques, comme les Sami en Laponie ou les habitants des Fidji, ou des associations fortement engagées dans la transition, relate Odile Hubermont, d'Entraide et Fraternité. Enfin, le samedi, nous avons retrouvé les autres associations présentes à Katowice pour une marche de 3000 personnes en faveur du climat et notamment nos homologues et amis flamands de Broederlijk Delen, ce qui nous a même permis de faire voir notre banderole au journal télévisé de la RTBF ! Malgré l'impressionnant dispositif policier, tout s'est passé dans une très bonne ambiance, exactement comme lors de la manifestation de Bruxelles quelques jours plus tôt. Au programme, il y a eu aussi l'accueil de pèlerins arrivés de Rome, une rencontre avec l'archevêque de Katowice et plusieurs moments d'échange avec les autres membres de la CIDSE³ sur ce que nous allons retenir de ce séjour et faire chez nous pour devenir de véritables acteurs de changement. »



Les volontaires composant la délégation d'Entraide et Fraternité lors de la marche internationale pour le climat à l'occasion de la COP24.



² Entraide et Fraternité s'insérait dans un programme organisé par la CIDSE, qui regroupe les associations catholiques de développement d'Europe et d'Amérique du Nord, et est notamment spécialement active sur les questions de changement systémique.

³ La CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) est une coalition internationale d'ONG catholiques dont Entraide et Fraternité est un membre très actif.

Dans la foulée de la marche pour le climat et de la COP24, Entraide et Fraternité a publié une analyse d'Anne Berger, volontaire à Entraide et Fraternité, qui a rencontré les membres de notre délégation à Katowice pour leur demander les raisons, les motivations, les attentes de leur engagement citoyen et l'expérience qu'ils en tirent. Cette analyse est disponible sur www.entraide.be et à notre siège (T. 02 227 66 80).



Entraide et Fraternité ont notamment participé à une manifestation pour le climat à Katowice, en Pologne.

Après la COP24, et maintenant ?

« Je reviens de là, avec de l'énergie positive mais essentiellement défaitiste : il y a tant à faire et si peu en route pour obtenir un revirement dans un laps de temps assez court ! À mon niveau, je peux mettre des choses en marche (moins de viande, plus d'achats raisonnés...) mais n'est-il pas temps (si nous l'avons encore) de conscientiser les politiques de nos communes ? », s'interroge Marianne, 56 ans, employée. Même son de cloche chez Charlotte, 20 ans, étudiante : « Je suis partie à la COP24 par sincère curiosité, étant consciente de la situation actuelle de notre planète mais pas forcément des enjeux réels à défendre. Et ce fut vraiment l'introduction parfaite à toutes ces questions, les initiatives écologiques, le renouvelable, le zéro déchet, l'action quoi ! Il est vrai que le retour à la réalité ne fut pas facile car, autour de moi, très peu de gens sont conscients de cette nécessité d'agir... »

Laurent, juriste de 29 ans, était déjà à la COP21 à Paris : « J'ai retrouvé l'ambiance très particulière des militants environnementalistes, qui oscillent entre plaisir de partager des expériences et les activités militantes, et le pessimisme qui accompagne parfois le suivi des négociations des gouvernements... Cet étrange mélange provoque des moments d'émotion intense et des discussions endiablées sur les actions à entreprendre pour conduire aux changements que nous appelons de nos vœux. »

À Bruxelles comme à Katowice, le travail des ONG et des citoyens en général a consisté à mettre la pression sur le pouvoir politique (local, national, international) pour que sa réponse soit enfin à la hauteur des enjeux. En prenant part à l'événement, nos volontaires se sont inscrits comme maillons dans une chaîne afin de sensibiliser à leur tour à leur échelle. Ce que la CIDSE résumait d'ailleurs à l'issue de la conférence : « La solidarité doit être au centre de notre système économique et la justice climatique est un impératif moral. La COP24 a une nouvelle fois démontré que cette évolution doit être encouragée par la voix et les actions des citoyens. Ces nombreux volontaires des membres de la CIDSE présents à Katowice deviennent à leur tour des ambassadeurs du changement au sein de leur communauté. » Même si l'on ne peut qu'être déçu par la réponse actuelle des décideurs, la grande victoire est ailleurs : les citoyens ont pris le destin de la planète en main pour faire en sorte que les choses bougent. Il ne faut désormais plus que cette pression se relâche.

Pour que les entreprises respectent enfin les droits humains

Entraide et Fraternité a participé aux négociations du Traité des Nations Unies visant à faire respecter les droits par les entreprises. Mais aussi participé aux diverses actions contre deux d'entre elles, qui déforestent l'Afrique pour y produire de l'huile de palme.

En novembre dernier, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève a été le théâtre d'un événement fort peu médiatisé malgré son importance capitale : le quatrième round de négociations du Traité dit « entreprises et droits humains ». L'idée est simple : sortir les entreprises, spécialement les multinationales, de la logique de l'impunité qui leur permet de « sélectionner » les pays dans lesquels elles sont actives en fonction du degré de protection sociale, environnementale d'un pays. Ou de ne pas assumer les dégâts humains et écologiques de leurs activités. Voire, in fine, de se retourner vers les États pour, à travers les mécanismes d'arbitrage, exiger des dédommagements démentiels de leur part !

Depuis le début de ce processus, les États-Unis sont absents des débats. Présentes à Genève, l'Union européenne et la Belgique ont adopté une position à nouveau décevante : « Après quatre sessions du groupe de travail, l'Union européenne n'avait toujours pas de mandat pour négocier ce traité, ni de position commune sur le texte proposé comme base des négociations ! Des discussions constructives ont pourtant eu lieu pour améliorer le texte, auxquelles ont pris part des pays comme l'Inde ou la Chine. Le traité avance, mais l'Union européenne et la Belgique restent à l'écart », rappelait Hélène Capocci, chargée de plaider à Entraide et Fraternité, et à ce titre présente à Genève, dans une tribune publiée par Le Vif-L'Express.⁴

Il y a urgence car les cas ne manquent pas de ces entreprises qui laissent derrière elles des déserts toxiques et des désastres humanitaires sans jamais répondre de leurs actes. Cet automne, la diffusion un peu partout en Belgique du film Ademloos a montré comment le géant belge Eternit, poursuivi pour les cancers causés en Belgique et en Italie par sa production d'amiante, désormais interdite chez nous, continuait son œuvre sinistre dans des régions reculées de l'Inde.

Plainte et actions coup de poing

Dans deux dossiers, Entraide et Fraternité s'est engagée aux côtés d'autres associations du secteur pour dénoncer des abus commis par des sociétés belges et qui entreraient complètement dans le cadre du futur Traité.

Le premier cas concerne la Socfin, une société belgo-luxembourgeoise détenue par le groupe Bolloré. Alors que la banque ING fait campagne sur le thème des investissements éthiques et durables, elle a accordé des crédits à la Socfin, crédits refusés par la Banque mondiale. C'est que la Socfin fait tout sauf de l'économie durable : elle s'accapare les terres de populations locales dans plusieurs pays d'Afrique, détruit des milliers d'hectares de forêts et y replante des palmiers à huile. Une espèce de cercle vicieux parfait ! Avec 15 autres associations, Entraide et Fraternité a manifesté contre



Hélène Capocci, chargée de plaider à Entraide et Fraternité (à droite), et les autres représentants du monde associatif belge ont participé aux négociations de Genève.

⁴ <https://www.levif.be/actualite/international/traité-entreprises-et-droits-humains-l-appel-de-la-société-civile-ne-peut-rester-sans-reponse-de-la-part-de-l-europe/article-opinion-1043413.html>

ce « greenwashing » (« verdissage d'argent ») devant le siège d'ING, en présence notamment de victimes siera-léonaises du groupe.

Le deuxième cas concerne un autre héritage de la période coloniale belge, Feronia. Feronia est également une importante entreprise de production d'huile de palme, en RDC. L'action qui a été entamée en novembre devant la Banque de développement allemande (DEG) par un collectif d'ONG dont Entraide et Fraternité, va encore plus loin sur le plan juridique. En 1911, l'administration coloniale belge avait unilatéralement octroyé à Lord Leverhulme une concession foncière gigantesque d'un million d'hectares couvrant les territoires de communautés locales. Leverhulme, avec le soutien de l'armée belge, utilisa le travail forcé et la répression violente pour extraire l'huile de palme des forêts pour ses usines de savon Sunlight au Royaume-Uni. Jadis entre les mains d'Unilever, les plantations sont désormais dans le giron canadien de Feronia.

Ce sont donc 9 communautés qui ont déposé plainte. Elles affirment que le vol illégal de leurs terres et forêts traditionnelles les a privés des moyens de nourrir et d'héberger leurs familles et de gagner de quoi manger. Certaines personnes venant de ces communautés travaillent sur les plantations, mais la grande majorité des emplois sont des postes de journaliers dont les salaires ne couvrent même pas le coût de la vie. La pauvreté et la malnutrition dans les communautés sont généralisées et sévères et les communautés affirment que les conditions se sont détériorées depuis que Feronia a pris le contrôle des plantations d'Unilever. Avec les années, les communautés situées dans le territoire des concessions dont Feronia prétend être le propriétaire cherchent à reprendre le contrôle de leurs terres et ont demandé à négocier avec la société et les autorités gouvernementales pour définir les conditions que la société serait tenue de respecter pour pouvoir continuer ses activités. Comme on le voit, une cause qui commence à faire son chemin.

Action coup de poing en octobre dernier devant le siège d'ING accusée de « greenwashing ».



« Nos partenaires brésiliens craignent d'être criminalisés »

Au Brésil, les paysans sans terre et leurs défenseurs ainsi que les syndicats sont les premiers visés par le nouveau président d'extrême droite, Jaïr Bolsonaro. Tous les partenaires d'Entraide et Fraternité, situés dans l'État de Goiás, sont inquiets de la suite des événements.



Le Brésil a donc depuis le 1er janvier un nouveau président en la personne de Jaïr Bolsonaro. Un président d'extrême droite, sexiste, raciste, désireux de mettre à mal les populations les plus vulnérables (minorités sociales, ethniques, sexuelles...) et de s'en prendre aux institutions (politiques, médias...), a fortiori celles qui défendent ces minorités (syndicats, avocats, associations de défense des droits humains...), tout en favorisant les grandes entreprises et les grands propriétaires, quitte par exemple à complètement détruire la forêt amazonienne.

Dès le soir de l'élection, des indigènes ou des homosexuels ont été agressés. Et, avant même les résultats, un campement du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) a été incendié dans le Mato Grosso du Sud. Début décembre, deux de ses militants ont été assassinés. Le MST est un des quatre partenaires locaux soutenus par Entraide et Fraternité, en l'occurrence dans l'État de Goiás.

Les syndicats exsangues

Jean-François Dontaine, chargé de projets Brésil à Entraide et Fraternité, rentre d'un voyage au Brésil afin d'envisager l'avenir avec nos partenaires. « *Tous sont inquiets*, explique-t-il. *Leur crainte principale est d'être systématiquement criminalisés afin de réduire leur capacité d'action. Le Mouvement des sans terre occupe*

des terres abandonnées et des terres appartenant à des fazendeiros (grands propriétaires agricoles). Depuis l'élection, des mesures judiciaires d'expulsion ont été prononcées alors que des groupes paramilitaires attaquent les paysans, des champs entiers sont ravagés par le feu ou les produits toxiques. Bolsonaro a fait le choix de l'agrobusiness au détriment de l'écologie et des populations précarisées. Il rend également plus complexes les flux financiers venant de l'étranger vers les associations militantes et tente d'asphyxier les syndicats en les privant de leurs subsides qui, via une quote-part salariale, représentent jusqu'à 90 % de leur financement ! »

Puisqu'il porte sur l'acquisition ou l'exploitation de terres de l'État ou de propriétaires, la défense de l'environnement, la défense des populations indigènes, des paysans sans terre, des descendants d'esclaves, le travail de nos partenaires est désormais susceptible d'être menacé par le nouveau régime à tout moment. D'autant que le nouveau président a décidé de geler les distributions de terre encore à réaliser dans le cadre de la réforme agraire : les petits paysans qui n'ont pas encore reçu leurs titres de propriété devraient en être privés. À ce stade, le chantier mené par les quatre partenaires brésiliens d'Entraide et Fraternité (MST, CPT, Fetraf et Via Campesina) de restauration des sources d'eau, notamment au travers de la reforestation, n'est pas en danger.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel Grafics | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.